

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF**

**ENTRE**

**LE  
MINISTRE DE LA SÉCURITÉ ET DE L'INTÉRIEUR  
DU ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**RELATIF À L'ASSISTANCE ET AUX SECOURS  
EN ZONE FRONTALIÈRE**

Le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du Royaume de Belgique d'une part,

et

Le ministre de l'Intérieur de la République française d'autre part,

Ci-après dénommés « les Parties »,

Considérant la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, conclue à Madrid le 21 mai 1980 ;

Considérant la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves signée à Paris le 21 avril 1981, ci-après dénommée « la Convention » ;

Considérant la décision 1313/2013/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 17 décembre 2013 relative au mécanisme de protection civile de l'Union ;

Considérant le droit interne des Parties et l'organisation respective de leurs services de secours ;

Considérant l'importance attachée par les deux pays à la gestion des secours dans la zone frontalière ;

Considérant qu'une coopération de bon niveau tant opérationnelle que professionnelle en matière de secours s'est d'ores et déjà instaurée des deux côtés de la frontière ;

Considérant l'utilité de fixer les modalités de réalisation d'opérations d'assistance mutuelle dans ladite zone frontalière ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

### **Article 1<sup>er</sup>** **Objet de l'arrangement**

Le présent arrangement vise à définir et organiser la mise en œuvre d'opérations liées à la gestion des secours dans les zones géographiques frontalières précisées à l'article 2.

## **Article 2**

### **Délimitation de la zone géographique d'intervention**

Le champ d'action du présent arrangement s'étend, pour la France aux départements frontaliers, et pour la Belgique, aux zones de secours frontalières.

## **Article 3**

### **Définitions des risques**

#### 1. Risque courant ou récurrent:

Un risque est dit courant ou récurrent lorsqu'il présente une probabilité importante de se produire et est du ressort des services départementaux d'incendie et de secours des départements frontaliers français ou des zones de secours frontalières belges.

Il correspond notamment aux types d'interventions suivants :

- lutte contre les incendies et prévention des risques d'incendie ;
- accidents de la circulation et secours aux personnes ;
- assistance aux personnes en danger.

#### 2. Risque particulier ou ponctuel :

Un risque est dit particulier ou ponctuel lorsqu'il présente les deux caractéristiques suivantes :

- une probabilité de se produire réduite et difficilement prévisible ;
- des effets particulièrement graves, tels que de nombreuses victimes ou des dommages importants pour les biens ou de forts impacts sur l'environnement.

Il correspond notamment aux risques de graves inondations, de crues et d'accidents industriels et technologiques.

#### 3. Les risques majeurs sont exclus du champ du présent arrangement.

## **Article 4**

### **Modalités d'assistance**

1. En cas de risque courant ou récurrent, l'autorité compétente pour effectuer la demande d'assistance est :
  - pour la Partie française : le préfet du département concerné ou, dans le cas où plusieurs départements seraient concernés par l'opération, le préfet de la zone de défense et de sécurité dont ceux-ci relèvent – au travers respectivement du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours et du centre opérationnel de zone ;
  - pour la Partie belge : l'autorité représentant la zone de secours telle que désignée dans les protocoles locaux d'exécution visés à l'article 8 ou le centre de secours d'urgence 112 compétent.
  
2. En cas de risque particulier ou ponctuel, l'autorité compétente pour effectuer la demande d'assistance est :
  - pour la Partie française : le préfet du département concerné ou, dans le cas où plusieurs départements seraient concernés par l'opération, le préfet de la zone de défense et de sécurité dont ceux-ci relèvent – au travers respectivement du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours et du centre opérationnel de zone ;
  - pour la Partie belge : le gouverneur de la province concernée, en liaison le cas échéant avec les gouverneurs des autres provinces affectées.
  
3. En cas de réponse positive, les autorités compétentes définies aux paragraphes 1 et 2 indiquent à l'autorité compétente de la Partie requérante, sous toute forme appropriée :
  - le nombre de sauveteurs et le type de matériels qui seront engagés ;
  - l'heure estimée d'arrivée sur la zone d'intervention ;
  - les éventuels besoins à l'arrivée.
  
4. Les différents services compétents de l'une des Parties peuvent effectuer, en accord avec les autorités compétentes de l'autre Partie, des reconnaissances préalables en tant que de besoin dans les zones d'intervention afin de permettre le bon accomplissement des missions de secours ultérieures. En outre, les autorités compétentes peuvent établir, d'un commun accord, les plans d'intervention spécifiques nécessaires à l'exécution des opérations de secours.
  
5. Les opérations de secours sont dirigées par le commandant ou le chef des opérations de secours de la Partie requérante. Les équipes de secours de la Partie requise et leurs moyens disponibles sont mis à sa disposition. Les services de secours utilisent leurs propres moyens et procédures d'intervention. Si les moyens mis à disposition par la Partie requise imposent des contraintes logistiques particulières, celles-ci sont prises en charge par la Partie requérante dans la limite de ses moyens.



## **Article 5**

### **Financement**

Chaque Partie prend en charge les frais et dépenses engagés pour la mise en œuvre du présent arrangement dans la limite de ses disponibilités budgétaires et de ses dotations de fonctionnement courant.

## **Article 6**

### **Responsabilité civile**

En matière de règlement des dommages causés aux tiers ou aux biens et agents des Parties, il est fait application des dispositions de l'article 9 de la Convention.

## **Article 7**

### **Coopération institutionnelle et technique**

Les services compétents des Parties développent les échanges d'informations et de bonnes pratiques concernant la protection civile, pour renforcer l'interopérabilité de leurs services de secours. A cet effet, ils étudient notamment la possibilité d'accueillir des stagiaires et d'organiser des exercices et entraînements conjoints ainsi que de tenir des réunions communes.

## **Article 8**

### **Protocoles locaux d'exécution**

Pour la mise en œuvre des dispositions du présent arrangement, les préfets des départements et des zones de défense et de sécurité limitrophes et les présidents de conseil d'administration des services départementaux d'incendie et de secours peuvent conclure des protocoles locaux d'exécution avec les présidents de zones de secours, en ce qui concerne les risques courants ou récurrents, ou les gouverneurs de province belges limitrophes, en ce qui concerne les risques particuliers ou ponctuels.

## **Article 9**

### **Suivi de la coopération et règlement des différends**

1. Chaque autorité visée à l'article 4 établit un bilan annuel d'activités qui est présenté aux Parties.
2. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent arrangement est réglé par voie de consultation ou de négociation entre les Parties.

**Article 10**  
**Dispositions finales**

1. Le présent arrangement prend effet à compter du jour de sa signature. Il est conclu pour une durée illimitée.
2. Il peut être amendé par écrit d'un commun accord entre les Parties. Ces amendements entrent en vigueur à la date de la dernière signature.
3. Chaque Partie peut le dénoncer par notification écrite adressée à l'autre Partie par la voie diplomatique. La dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie.

Fait à Helsinki , le 18-07-19, en deux exemplaires, chacun en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

**LE MINISTRE DE LA SECURITE ET  
DE L'INTÉRIEUR DU ROYAUME DE  
BELGIQUE,**



**Pieter DE CREM**

**LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR  
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**



**Christophe CASTANER**

**ADMINISTRATIEVE REGELING**

**TUSSEN**

**DE MINISTER VAN VEILIGHEID EN  
BINNENLANDSE ZAKEN VAN HET KONINKRIJK  
BELGIË**

**EN**

**DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
VAN DE FRANSE REPUBLIEK**

**MET BETREKKING TOT DE BIJSTAND EN DE  
HULPVERLENING IN HET GRENSGEBIED**

De minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken van het Koninkrijk België, enerzijds,  
en

De minister van Binnenlandse Zaken van de Franse Republiek, anderzijds,

Hierna « de Partijen »,

Overwegende de Europese Kaderovereenkomst inzake grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale gemeenschappen of autoriteiten, afgesloten te Madrid op 21 mei 1980 ;

Overwegende de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek, inzake wederzijdse hulpverlening bij rampen of ernstige ongevallen, ondertekend te Parijs op 21 april 1981, hierna « de Overeenkomst » ;

Overwegende het besluit 1313/2013/EU van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 17 december 2013 betreffende een Uniemechanisme voor civiele bescherming;

Overwegende het intern recht van de Partijen en de respectieve organisatie van hun hulpverleningsdiensten ;

Gelet op het belang dat de twee landen aan het beheer van de hulpverlening in het grensgebied hechten;

Overwegende dat er aan beide kanten van de grens al een goede operationele en professionele samenwerking op het gebied van de hulpverlening bestaat ;

Gelet op het feit dat het nuttig is dat de modaliteiten voor de uitvoering van operaties op het gebied van wederzijdse bijstand in het genoemde grensgebied vastgelegd worden ;

Hebben een akkoord bereikt over de volgende bepalingen :

## **Artikel 1** **Voorwerp van de regeling**

Deze regeling heeft tot doel de uitvoering van operaties in verband met het beheer van de hulpverlening in de in artikel 2 gepreciseerde geografische grenszones te bepalen en te organiseren.



## **Artikel 2**

### **Afbakening van de geografische interventiezone**

Het actieterrein van deze regeling strekt zich voor Frankrijk uit tot de grensdepartementen en voor België tot de grenshulpverleningszones.

## **Artikel 3**

### **Definities van de risico's**

#### 1. Courant of recurrent risico :

Een risico is courant of recurrent wanneer het zeer waarschijnlijk is dat het zich voordoet en onder de bevoegdheid van de brandweer- en hulpverleningsdiensten van de Franse grensdepartementen of de Belgische grenshulpverleningszones valt.

Hierbij gaat het met name om de volgende soorten interventies :

- bestrijding van branden en preventie van brandrisico's ;
- verkeersongevallen en hulpverlening aan personen;
- bijstand aan personen in gevaar.

#### 2. Bijzonder of punctueel risico :

Een risico is bijzonder of punctueel wanneer het de volgende twee kenmerken vertoont :

- het is weinig waarschijnlijk dat het zich voordoet en het kan moeilijk voorspeld worden ;
- het heeft bijzonder ernstige gevolgen, zoals een groot aantal slachtoffers en/of aanzienlijke schade aan goederen en/of belangrijke impact op het milieu.

Hierbij gaat het met name om zware overstromingsrisico's, hoogwater en industriële en technologische ongevallen.

#### 3. De ernstige risico's vallen niet onder het toepassingsgebied van deze regeling.

## **Artikel 4**

### **Bijstandsmodaliteiten**

1. Indien het om een courant of recurrent risico gaat, is de volgende overheid bevoegd om bijstand aan te vragen :

- voor de Franse Partij : de prefect van het betrokken departement, of, indien de operatie op verschillende departementen betrekking zou hebben, de prefect van de defensie- en veiligheidszone waaronder deze departementen vallen, via respectievelijk het operationele, departementale brand- en hulpcentrum en het operationele centrum van de zone;
- voor de Belgische Partij : de overheid die de hulpverleningszone vertegenwoordigt zoals aangeduid in de lokale uitvoeringsregelingen bedoeld in artikel 8 of de bevoegde noodcentrale 112.

2. Indien het om een bijzonder of punctueel risico gaat, is de volgende overheid bevoegd om bijstand aan te vragen :

- voor de Franse Partij : de prefect van het betrokken departement, of, indien de operatie op verschillende departementen betrekking zou hebben, de prefect van de defensie- en veiligheidszone waaronder deze departementen vallen, via respectievelijk het operationele, departementale brand- en hulpcentrum en het operationele centrum van de zone;
- voor de Belgische Partij : de gouverneur van de betrokken provincie, die in voorkomend geval in verbinding staat met de gouverneurs van de andere getroffen provincies.

3. Indien het antwoord positief is, geven de bevoegde overheden die in het eerste en tweede lid van dit artikel bepaald worden de volgende informatie door aan de bevoegde overheid van de verzoekende Partij, in elke passende vorm :

- het aantal redders en het type materiaal dat zal worden ingezet ;
- het geschatte uur van aankomst in de interventiezone ;
- de eventuele behoeften bij de aankomst.

4. Zo nodig kunnen de verschillende bevoegde diensten van een van de Partijen, met de toestemming van de bevoegde overheden van de andere Partij, de interventiezones op voorhand verkennen, zodat de latere hulpverleningsopdrachten goed kunnen worden uitgevoerd. De bevoegde overheden kunnen de interventieplannen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de hulpverleningszones in gezamenlijk overleg opstellen.

5. De hulpverleningsoperaties worden geleid door de commandant of de leider van de hulpverleningsoperaties van de verzoekende Partij. De hulpverleningsploegen van de aangezochte Partij en hun beschikbare middelen worden te zijner beschikking gesteld. De hulpverleningsdiensten gebruiken hun eigen middelen en interventieprocedures. Indien de middelen die door de aangezochte Partij ter beschikking worden gesteld bijzondere logistieke eisen met zich meebrengen, houdt de verzoekende Partij, binnen de beperkingen van haar middelen, rekening met deze eisen.

## **Artikel 5 Financiering**

Elke Partij neemt de kosten en de uitgaven voor de toepassing van deze regeling, binnen de grenzen van haar budgettaire mogelijkheden en haar courante werkingsdotaties, op zich.

## **Artikel 6 Burgerlijke aansprakelijkheid**

Wat de regeling van de schade aan derden of aan goederen en ambtenaren van de Partijen betreft, worden de bepalingen van artikel 9 van de Overeenkomst toegepast.

## **Artikel 7 Institutionele en technische samenwerking**

De bevoegde diensten van de Partijen ontwikkelen de uitwisseling van informatie en goede praktijken inzake civiele veiligheid om de interoperabiliteit van hun hulpverleningsdiensten te versterken. Te dien einde bestuderen ze met name de mogelijkheid om stagiairs te onthalen en gezamenlijke oefeningen, trainingen en vergaderingen te organiseren.

## **Artikel 8 Lokale uitvoeringsregelingen**

Voor de toepassing van de bepalingen van deze regeling kunnen de prefecten van de aangrenzende departementen en defensie- en veiligheidszones en de voorzitters van de bestuursraad van de departementale brand- en hulpdiensten lokale uitvoeringsregelingen afsluiten met de voorzitters van de hulpverleningszones, wat de courante of recurrente risico's betreft, of met de gouverneurs van de aangrenzende Belgische provincies, wat de bijzondere of punctuele risico's betreft.

## **Artikel 9 Opvolging van de samenwerking en regeling van de geschillen**

1. Elke in artikel 4 bedoelde overheid stelt een jaarlijks activiteitenverslag op, dat aan de Partijen wordt voorgesteld.
2. Elk geschil met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van deze regeling wordt door middel van consultaties of onderhandelingen tussen de Partijen geregeld.

## Artikel 10 Slotbepalingen

1. Deze regeling wordt van kracht op de dag van de ondertekening. Ze wordt voor een onbepaalde duur afgesloten.
2. Ze kan met wederzijdse toestemming van de Partijen schriftelijk geamendeerd worden. Deze amendementen worden op de dag van de laatste handtekening van kracht.
3. Elke Partij kan de regeling beëindigen door de andere Partij langs diplomatieke weg schriftelijk kennis te geven van de beëindiging. De beëindiging wordt zes (6) maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de andere Partij van kracht.

Gedaan te *Helsinki*, op *18-02-19*, in twee exemplaren, in de Franse en Nederlandse taal. Beide teksten zijn gelijkelijk authentiek.

**DE MINISTER VAN VEILIGHEID EN  
VAN BINNENLANDSE ZAKEN VAN  
HET KONINKRIJK BELGIË,**



**Pieter DE CREM**

**DE MINISTER VAN BINNENLANDSE  
ZAKEN VAN DE FRANSE  
REPUBLIEK**



**Christophe CASTANER**